



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-32873>

Département(s) de publication : **93**

Annonce n° **26-32873**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : FRANCE TRAVAIL DSI

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Protection sociale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Réalisation de services numériques au travers du déploiement d'une plateforme d'intermédiation visant à faire réaliser un sourcing d'expertises pénuriques

Description : Le présent marché a pour objet la mise à disposition, par l'intermédiaire des titulaires, d'experts disposant de compétences rares, pointues ou spécifiques, afin d'accompagner France Travail dans la conception, l'évolution, l'optimisation, la sécurisation ou la transformation de leurs projets et produits numériques.

Identifiant de la procédure : f1883647-afea-4fe1-a727-8ebcec30df60

Identifiant interne : SIAR2501

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 75310000 Services de prestations

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 23,700,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an. Il entre en vigueur à compter de la date de notification de l'acte d'engagement au titulaire. La notification est constituée par la réception d'une copie de l'acte d'engagement signé par France Travail. Le marché peut être prorogé trois fois un an, par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) et/ou courriel envoyé par France Travail deux mois avant sa date d'échéance. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction de l'accord-cadre. La reconduction ne peut être refusée par le Titulaire. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans. L'accord-cadre comporte un montant maximum de 30 000 000 euros hors taxes.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Sans objet

Droit transnational applicable : Sans objet

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Réalisation de services numériques au travers du déploiement d'une plateforme d'intermédiation visant à faire réaliser un sourcing d'expertises pénuriques

Description : Le présent marché a pour objet la mise à disposition, par l'intermédiaire des titulaires, d'experts disposant de compétences rares, pointues ou spécifiques, afin d'accompagner France Travail dans la conception, l'évolution, l'optimisation, la sécurisation ou la transformation de leurs projets et produits numériques.

Identifiant interne : SIAO2601

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 75310000 Services de prestations

Options :

Description des options : Le marché peut être prorogé trois fois un an, par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) et/ou courriel envoyé par France Travail deux mois avant sa date d'échéance

5.1.2 Lieu d'exécution

N'importe où

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 23,700,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an. Il entre en vigueur à compter de la date de notification de l'acte d'engagement au titulaire. La notification est constituée par la réception d'une copie de l'acte d'engagement signé par France Travail. Le marché peut être prorogé trois fois un an, par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) et/ou courriel envoyé par France Travail deux mois avant sa date d'échéance. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction de l'accord-cadre. La reconduction ne peut être refusée par le Titulaire. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans.

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 04/05/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montreuil

Informations relatives aux délais de recours : - Soit avant la conclusion du contrat sur la base de l'article L.551-1 du Code de Justice Administrative ; - Soit après la conclusion du contrat sur la base de l'article L.551-13 du Code de Justice Administrative dans un délai de 31 jours suivant les conditions fixées à l'article R.551-7 du même code ; - Soit par un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. En cas de demande indemnitaire, un recours administratif préalable doit être exercé auprès du Directeur Général Adjoint SI de Pôle Emploi – 15 rue Henry Rol Tanguy – 93100 Montreuil.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : FRANCE TRAVAIL DSI

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : FRANCE TRAVAIL DSI

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : FRANCE TRAVAIL DSI

Numéro d'enregistrement : 13000548109862

Adresse postale : 15 rue Henri Rol Tanguy

Ville : Montreuil

Code postal : 93100

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Adresse électronique : asiajuridique.00619@francetravail.fr

Téléphone : 000000000

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif de Montreuil

Numéro d'enregistrement : 13000686900015

Adresse postale : 7 Rue Catherine Puig

Ville : Montreuil

Code postal : 931000

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Téléphone : 000000000

Adresse internet : <https://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 725b3c9e-9b7d-47db-ac99-d9fd1ff10beb - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 31/03/2026 à 09:06

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/03/2026